

**Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1132
1er décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 30 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU
ZIMBABWE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le rapport final de la Commission internationale d'enquête (Rwanda) (S/1998/1096) et, plus particulièrement, sur ses paragraphes 70 et 71, 87 et 97 et 98.

Les paragraphes 70 et 71 ont trait aux efforts faits en vain par la Commission pour se rendre à Harare et à la visite qu'un des membres de la Commission a par la suite faite dans cette ville. Selon la Commission, l'objet de cette visite était de "compléter ce qu'elle savait des trafics d'armes dans l'ensemble de l'Afrique australe, en général, et du rôle joué par le Zimbabwe en République démocratique du Congo dans le contexte des ex-FAR, en particulier". Le Gouvernement zimbabwéen est surpris que la Commission tire argument de cette absence d'invitation et il ne voit pas quel rapport il y a entre le mandat de la Commission et la présence du Zimbabwe en République démocratique du Congo. Lorsque la Commission s'est rendue dans d'autres pays de l'Afrique australe, d'après son rapport, elle n'a trouvé aucun élément prouvant que l'un quelconque de ces pays fournirait des armes aux ex-FAR et aux Interahamwe, ni d'ailleurs à une autre faction. Nous ne voyons donc pas pourquoi l'absence d'invitation est montée en épingle dans le rapport.

Au paragraphe 87, la Commission conclut : "Malgré l'embargo sur les armes décrété contre eux par le Conseil de sécurité ..., les ex-FAR et les Interahamwe se sont maintenant effectivement associés au Gouvernement de la République démocratique du Congo et à ses alliés, les Gouvernements angolais, namibien, tchadien et zimbabwéen ... Un tel état de choses est profondément révoltant".

Cette conclusion hautement tendancieuse fait ressortir très nettement le caractère non professionnel, partial et partisan de la Commission. N'ayant pas réussi à lier mon gouvernement à la question qui constitue le fond de son mandat – les flux illégaux d'armes dans la région des Grands Lacs –, la Commission, par une sophistique abjecte, cherche à fabriquer des liens d'ordre politique entre mon gouvernement et les responsables du génocide au Rwanda, que mon gouvernement n'a jamais cessé de condamner dans toutes les instances. Le Zimbabwe a indiqué à plusieurs reprises déjà les nobles principes de la Charte de l'OUA et de la Charte des Nations Unies qui l'ont amené à donner suite à la demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo et à aider ce dernier à

repousser l'invasion commise par le Rwanda, dont le Gouvernement a, depuis lors, reconnu cette transgression du droit international. Les responsables du génocide se battent contre la dictature militaire au Rwanda pour servir leurs propres objectifs, que mon gouvernement ne connaît pas. Il est hautement irresponsable et malhonnête de la part de la Commission de dire que les membres de la SADC – qui aident la République démocratique du Congo à résister à l'invasion du Rwanda et de l'Ouganda et dont le noble rôle a reçu l'aval des chefs d'État et de gouvernement de la SADC lors de leur récente réunion à Maurice – sont les alliés des Interahamwe et des ex-FAR, alors qu'une telle alliance n'a pas été prouvée. Les membres de la SADC ne se trouvent pas en République démocratique du Congo en raison des affaires intérieures du Rwanda et ils ne sont pas non plus au courant des objectifs politiques et militaires des Interahamwe et des ex-FAR.

Si la Commission a choisi d'aller au-delà du mandat technique qui lui avait été confié – enquêter sur les livraisons illégales d'armes dans la région des Grands Lacs – pour aborder des questions politiques en mettant en doute le caractère licite de la présence des alliés de la SADC en République démocratique du Congo, mais sans mettre en doute celui de la présence de l'armée rwandaise, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner de quel côté penchent les sympathies politiques de la Commission.

Au paragraphe 97, la Commission note que "le Conseil souhaitera peut-être également demander aux gouvernements engagés dans le conflit de renoncer à lancer des appels à la haine raciale et de se dissocier des anciennes forces gouvernementales et milices rwandaises". Là encore, la Commission fait porter son attention sur des questions qui ne relèvent pas de son mandat. Elle n'a présenté dans son rapport aucun élément qui tendrait à prouver qu'en défendant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, les forces alliées incitent à la haine raciale entre Congolais, ou qu'elles ont partie liée avec les génocidaires rwandais. Le Zimbabwe et ses alliés ne sont pas mêlés aux affaires intérieures du Rwanda et ils continueront à aider la République démocratique du Congo à repousser les invasions d'où qu'elles proviennent.

En conclusion, mon gouvernement fait observer que la Commission a pour rôle de rassembler des faits et des éléments de preuve permettant au Conseil de prendre des décisions en connaissance de cause. Nous notons avec regret que les conclusions et les recommandations partisans et ouvertement partiales présentées par la Commission au sujet du rôle du Zimbabwe et de ses alliés en République démocratique du Congo ne reposent pas sur des faits et qu'elles sont de toute évidence destinées à justifier l'invasion de la République démocratique du Congo par le Rwanda – que celui-ci a clairement reconnue – ainsi que le maintien de sa présence, au mépris du droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Machivenyika Tobias MAPURANGA
